

LA RÉPLIQUE

ÉTÉ 2022

LA PUBLICATION NATIONALE DU SCFP



FOCUS

Une crise sans précédent en santé, stimulée par les coupes salariales de la droite en Ontario



FOCUS

Le Parti conservateur uni s'est attaqué à l'éducation publique en Alberta et a fait mal à tout le monde



Profil

KARLA SASTAUNIK
Présidente du SCFP 4784



Justice mondiale

Endiguer le raz-de-marée de privatisation de l'eau au Brésil grâce aux élections d'automne



Santé et sécurité

La santé et la sécurité au travail après la pandémie : quelles attentes face à nos gouvernements ?



AUCUN VIRAGE À DROITE

L'égalité et l'empathie sont la solution
aux mensonges et au cynisme
de la droite.

TABLE DES MATIÈRES

- 3 : Message du président**
L'égalité et l'empathie sont la solution aux mensonges et au cynisme de la droite
- 4 : Message de la secrétaire-trésorière**
La droite fait avancer son programme en profitant des catastrophes comme la pandémie
- 5 : FOCUS ÉLECTIONS**
Une crise sans précédent en santé, stimulée par les coupes salariales de la droite en Ontario
- 10 : Élections québécoises en 2022 : chronologie d'une victoire annoncée d'un gouvernement déconnecté des gens**
- 13 : Le Parti conservateur uni s'est attaqué à l'éducation publique en Alberta et a fait mal à tout le monde**
- 17 : Réconciliation**
Bien loin de la réconciliation : le budget 2022 passe à côté de la recherche de tombes anonymes
- 22 : Profil**
KARLA SASTAUNIK
Donner aux élèves une chance égale de réussir : le combat d'une aide-éducatrice contre l'austérité
- 26 : Justice mondiale**
Endiguer le raz-de-marée de privatisation de l'eau au Brésil grâce aux élections d'automne
- 31 : Santé et sécurité**
La santé et la sécurité au travail après la pandémie : quelles attentes face à nos gouvernements ?

SSN imprimé 1920-2857

ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique.

Adressez toutes lettres à la rédaction à : comm@scfp.ca

Convention Poste-publications Numéro 40005741

Retournez les envois canadiens non distribués à :

SCFP-Communications

1375, boul. Saint-Laurent

Ottawa, Ont. K1G 0Z7

Visitez le site web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à lareplique@scfp.ca

Rédactrice en chef

Aline Patcheva

Directrice des communications

Karine Fortin

Designer graphique

Jocelyn Renaud

Adjointes à la rédaction

Manon Lajoie > Valérie Ménard

Collaborateurs et collaboratrices

Rebecca Benson > Ronald Boisrond > Jenna Brookfield > Colleen Butler >

Tria Donaldson > Karin Jordan > Cheryl Oates > Aline Patcheva > Hugh Pouliot >

Sarah Ryan > Craig Saunders > Matthew Stella > Troy Winters > Stella Yeadon

CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL DU SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président national

Mark Hancock

Secrétaire-trésorière nationale

Candace Rennick

Vice-présidences générales

Patrick Gloutney > Fred Hahn > Judy Henley > Sherry Hillier > Lee-Ann Kalen

Vice-présidences régionales

Ernest Green / Terre-Neuve-et-Labrador > Nan McFadgen / Nouvelle-Écosse >

Stephen Drost / Nouveau-Brunswick > Leonard Gallant / Île-du-Prince-Édouard >

Frédéric Brisson, Richard Delisle / Québec > Michael Hurley, Yolanda McClean / Ontario >

Bryan Keith / Nord de l'Ontario > Gina McKay / Manitoba > Kent Peterson /

Saskatchewan > Rory Gill / Alberta, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut >

Barb Nederpel, Karen Ranalletta / Colombie-Britannique et Yukon

Vice-présidences à la diversité

Aubrey Gonsalves > Debra Merrier



L'ÉGALITÉ ET L'EMPATHIE SONT LA SOLUTION AUX MENSONGES ET AU CYNISME DE LA DROITE

Par **Mark Hancock** – Président national du SCFP

La pandémie a brûlé les gens. Elle nous a pris beaucoup d'énergie à tous et toutes. Le coût de la vie monte en flèche. Il y a tant d'incertitude quant à l'avenir. On peut comprendre la frustration des gens, qui se sentent abandonnés par leurs gouvernements.

C'est normal que les gens se mettent à la recherche de solutions, ou au moins d'un moyen d'exprimer leur frustration. Il y a quelques années, Donald Trump a puisé dans la colère, la frustration et le sentiment d'abandon généralisés. Il les a canalisés, tout comme le racisme, la misogynie, l'intolérance et la haine qui sont devenus sa carte de visite, et il en a fait un mouvement politique qui l'a hissé à la plus haute fonction du monde.

Beaucoup d'entre nous voulaient croire que le délire de Trump n'avait aucune chance de se produire chez nous. Or, le « Convoi de la liberté » de cette année nous a démontré le contraire.

Les mêmes frustrations existent ici au Canada, et des gens malhonnêtes et cyniques de la droite, comme le candidat à la chefferie du Parti conservateur Pierre Poilievre, tentent de les exploiter.

Ces individus veulent manipuler les travailleuses et travailleurs épuisés, tannés et en colère. Ils veulent les convaincre que la solution réside dans la crainte et la haine de nos voisins et des gens qui sont différents de nous. Ils attisent le racisme, la misogynie et l'intolérance. Ils s'en prennent aux « élites » et prétendent parler au nom du peuple canadien, même si une grande partie de leur argent et de leurs appuis proviennent de millionnaires américains.

Il s'agit d'un changement évident dans l'organisation et le positionnement des mouvements de droite au Canada. Or, malgré ce changement tactique, leurs objectifs n'ont pas changé du tout. Ils cherchent toujours à accroître la puissance des grandes entreprises privées et à faire de notre pays un endroit moins tolérant, moins généreux et moins compatissant.

Mes amis, comme toujours, c'est à nous d'empêcher cela. C'est à nous d'aider à transformer cette frustration en action pour un monde meilleur. C'est à nous à transformer ce sentiment de négligence et de désespoir en espoir. C'est à nous de mobiliser les travailleuses et les travailleurs dans la quête d'un avenir meilleur pour tout le monde.

La droite de notre pays, dirigée par des gens comme Pierre Poilievre, Jason Kenney, Doug Ford et Blaine Higgs, sait qu'elle n'a rien à offrir. Son pouvoir repose sur la peur, la colère et la frustration.

Notre mouvement se construit en relevant les gens que le système a laissé tomber. Il se construit en renforçant notre filet de sécurité sociale pour garantir que personne ne soit laissé pour compte et en affrontant nos défis collectifs avec un sentiment d'empathie et de solidarité au front.

Cela a toujours été un élément essentiel de ce que nous sommes et de ce que nous faisons.

Mais dans le monde d'aujourd'hui, ce travail est plus important que jamais.



LA DROITE FAIT AVANCER SON PROGRAMME EN PROFITANT DES CATASTROPHES COMME LA PANDÉMIE

Par **Candace Rennick** – Secrétaire-trésorière nationale du SCFP

Partout au Canada, les services publics étaient déjà en difficulté lorsque la COVID-19 a frappé. En raison de sous-financement et de privatisation chroniques depuis des décennies les gens enduraient déjà des temps d'attente plus longs dans les hôpitaux, moins d'ambulances sur la route, des classes plus nombreuses à l'école, un manque de places en services éducatifs à l'enfance et moins de mesures de soutien pour les personnes dans le besoin.

Au début de la pandémie, on a cru que les gouvernements pourraient prendre enfin conscience des impacts de leurs attaques sur nos services publics. Tout le monde s'est mobilisé pour soutenir les héros et les héroïnes de première ligne et reconnaître la valeur des services essentiels qu'ils offrent.

Deux ans plus tard, il est évident que les gouvernements ont perdu toute ambition d'inverser les dommages causés par les décennies d'austérité qui ont précédé la pandémie. Le financement public des services reste terriblement insuffisant. On continue d'abandonner les gens qui dépendent de ces services pour survivre. On continue de refuser des conditions de travail sûres et une rémunération appropriée aux travailleuses et travailleurs du secteur public, alors que l'inflation monte en flèche.

Les gouvernements de droite ne dérogent pas de leur programme : ils continuent à diriger les deniers publics vers les personnes les plus riches et les grandes entreprises par le biais d'allégements fiscaux et de privatisation à rabais, au lieu de combler les lacunes dans les services publics et le filet social que la pandémie a rendues si visibles.

Ils ont observé le manque de personnel, les temps d'attente, le surmenage et l'épuisement professionnel, et, malgré la crise actuelle, ils ont vu les mêmes vieilles solutions : privatisation, coupes budgétaires et plafonnement des salaires.

La militante et journaliste Naomi Klein a longuement discuté de la manière dont les gouvernements de droite profitent des catastrophes naturelles, comme les pandémies, pour enraciner leurs politiques et leurs programmes de droite. Elle appelle cela « La Stratégie du choc ».

Nous avons vu la stratégie du choc en action au cours des deux dernières années : qu'on pense au Parti saskatchewanais qui encourage la privatisation des soins de santé la qualifiant de « modernisation », au Parti conservateur uni (UCP) en Alberta qui entre en guerre contre les médecins et les infirmières, aux progressistes-conservateurs de Ford qui protègent les centres de soins de longue durée privés contre les répercussions des décès excessifs en Ontario, ou encore au gouvernement Higgs au Nouveau-Brunswick qui a imposé un gel salarial au personnel de première ligne.

Nous, travailleuses et travailleurs, ne pouvons pas supposer que nos gouvernements tireront les mêmes leçons que nous d'une crise comme la COVID-19. Mais rien ne dit que nous ne pouvons pas renverser la stratégie du choc.

Au Nouveau-Brunswick, les membres du SCFP se sont mobilisés pour contraindre le gouvernement Higgs à renoncer au gel salarial. Ensemble, nous pouvons réaliser des gains concrets pour nos membres et l'ensemble de la population canadienne. Les défis sans précédent qui se posent partout au pays n'exigent rien de moins de notre part.

Nous pouvons utiliser cette crise — les souffrances et l'insécurité incessantes des deux dernières années — afin de réaliser de meilleurs gains pour les travailleuses et travailleurs. Nous pouvons utiliser toute notre force, toute notre influence, pour apporter le changement dont nous avons besoin et dont nous rêvons. Et je vous donne ma parole que vous pouvez compter sur la force et les ressources nationales du SCFP pour alimenter notre combat.

UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT EN SANTÉ, STIMULÉE PAR LES COUPES SALARIALES DE LA DROITE EN ONTARIO

Par **Stella Yeadon** et **Craig Saunders**

Ensemble, les infirmières auxiliaires autorisées (IAA) Answilla Joseph et Sonja Bernhard cumulent près de 50 ans d'expérience en soins infirmiers. Cependant, même pour ces deux IAA chevronnées, les deux dernières années ont été épuisantes. La charge de travail, les risques pour la santé et la sécurité, le manque de personnel les ont usées au point qu'elles sont prêtes à jeter la serviette.

Si elles sont à bout, ce n'est pas uniquement à cause du travail pendant la pandémie. Elles décrivent plutôt une frustration bouillonnante enracinée dans le manque de respect qu'elles voient chez le gouvernement progressiste-conservateur. Ce gouvernement, qui a déposé une loi sur le plafonnement des salaires avant la pandémie (la loi 124), a adopté, pendant la pandémie, des décrets d'urgence qui ont supplanté les contrats de travail et interféré avec les négociations collectives.



Après des années de bas salaires et de lourdes charges de travail, les travailleuses et travailleurs de première ligne quittent leur emploi en nombre record.

Answilla Joseph et Sonja Bernhard ne sont pas seules. Cette colère face au manque de respect du gouvernement progressiste-conservateur est partagée par plusieurs des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs du système de santé ontarien.

Après avoir subi un des taux d'infection à la COVID-19 et d'épuisement professionnel parmi les plus élevés au monde, la main-d'œuvre du secteur ontarien de la santé, majoritairement féminine, « est complètement démoralisée par les conditions de travail et la violence croissante qui la cible », estime Sonja Bernhard. « Et en plus, le gouvernement provincial semble vouloir nous rabaisser en offrant des primes salariales inadéquates à certaines personnes et pas à d'autres, et couper notre salaire par le biais de la loi 124. »

Début 2022, après une énième agression physique de la part d'un patient, Sonja Bernhard a abandonné son poste d'infirmière à temps plein à l'hôpital St. Joseph's Healthcare de Hamilton, qu'elle occupait depuis 14 ans, pour un emploi à temps partiel dans le même hôpital. Elle compense la perte de revenu par un autre emploi à temps partiel dans un programme collégial de sciences infirmières.

Des réductions salariales dans un contexte d'inflation record

En utilisant la loi 124 pour plafonner les salaires de la plupart des travailleuses et travailleurs du secteur public à 1 %, les conservateurs ont diminué

le salaire réel de gens comme Sonja Bernhard de 10 % au cours des deux dernières années, alors que l'inflation atteint 7 %, un sommet en 31 ans. Ce plafond salarial restreint aussi les négociations visant à bonifier les ressources en santé mentale du personnel, cruellement nécessaires après les traumatismes causés par la pandémie.

En 2021-2022, le personnel de première ligne des hôpitaux, des soins de longue durée et des soins de santé communautaires a dit haut et fort au gouvernement et aux employeurs ontariens qu'il voulait qu'on élimine la loi 124, afin de pouvoir négocier les salaires et améliorer les avantages sociaux en situation de pandémie et en santé mentale.

Malgré la fatigue et l'épuisement, ces travailleuses et travailleurs ripostent dans le cadre de dizaines de manifestations et d'actions en milieu de travail, demandant d'abroger la loi 124.



Grâce à son militantisme, le personnel de première ligne de la santé a obtenu un vaste soutien de la part de la population et des trois partis d'opposition de l'Ontario.

Le SCFP représente plus de 90 000 travailleuses et travailleurs de la santé en Ontario. Un récent sondage du SCFP démontre que 81 % des quelque 2 500 Ontariennes et Ontariens interrogés soutiennent l'élimination du plafond salarial de 1 % des



conservateurs pour permettre au personnel hospitalier d'obtenir une augmentation de salaire au moins équivalente à l'inflation. La très grande majorité des personnes sondées ont dit souhaiter que le gouvernement stabilise la dotation en personnel, en créant davantage d'emplois à temps plein et en augmentant les salaires pour convaincre les gens de rester. Les Ontariennes et Ontariens croient que cela aidera à attirer les 50 000 travailleuses et travailleurs supplémentaires qui seront nécessaires au cours des prochaines années pour fournir des soins à une population croissante et vieillissante.



« Il est certain que le gouvernement ne peut pas nous remercier en baissant notre salaire pour avoir soigné plus de patients hospitalisés que jamais et pour nous être occupés de personnes âgées fragiles en soins de longue durée, en manque d'effectifs, pendant une pandémie », déclare Answilla Joseph, infirmière auxiliaire depuis plus de 30 ans.

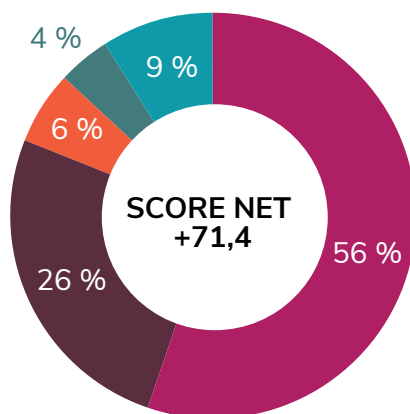
Au cours de la dernière année, comme tant d'autres dans le domaine de la santé, elle a souvent envisagé de quitter son emploi d'infirmière en réadaptation musculosquelettique et multisystémique au Toronto Rehabilitation Institute. Elle n'y aurait jamais réfléchi plus tôt dans sa carrière.

« Ne pas être en mesure de négocier des protections supplémentaires en matière de santé mentale pour le personnel de première ligne, qui a travaillé pendant une pandémie, c'est tout simplement cruel », dit-elle.

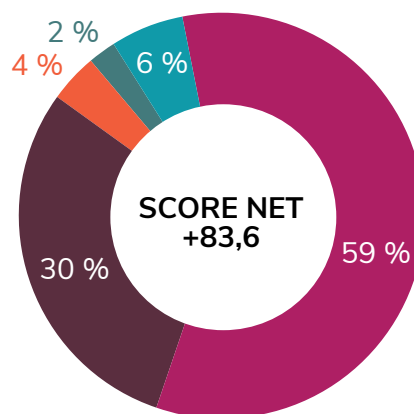
La détérioration des conditions affecte la clientèle comme le personnel

À l'été 2021, le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO-SCFP), en front commun avec le

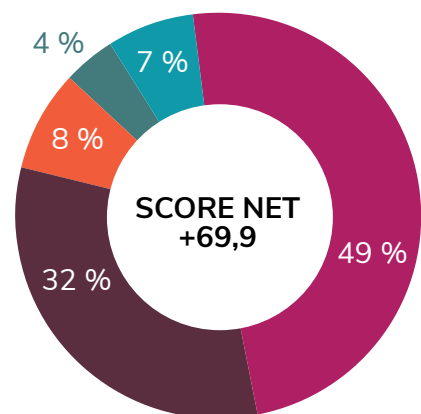
En faveur de l'abolition du plafond salarial de 1 % du gouvernement de l'Ontario



En faveur d'accroître l'accès aux soutiens en santé mentale pour le personnel hospitalier



En faveur à l'augmentation du salaire de l'ensemble du personnel hospitalier



● En faveur ● Plutôt en faveur ● Plutôt en désaccord ● En désaccord ● Indécis

Source : Sondage représentatif en ligne par Nanos Research, entre le 4 et le 8 février 2022, n=2,550 personnes en Ontario

« Le constant manque de respect du gouvernement progressiste-conservateur de Doug Ford à l'égard des femmes qui travaillent dans les soins de santé fait mal à nos membres et au public », soutient Michael Hurley, président du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario.



SEIU Healthcare, a commencé à négocier une nouvelle convention collective provinciale pour près de 70 000 travailleuses et travailleurs hospitaliers. Ces négociations ont frappé un mur lorsque l'Association des hôpitaux de l'Ontario (AHO) a déposé des concessions, en plus de se cacher derrière le plafond salarial des conservateurs et son propre refus de négocier des protections significatives en lien avec la pandémie ou la montée de la violence contre le personnel hospitalier.

Le nombre de postes vacants dans les hôpitaux monte en flèche en réponse aux restrictions salariales de la loi 124. Les données indiquent que le taux de postes à pourvoir dans les hôpitaux est passé de 1,6 % à la fin de 2015 à 6,3 % à la fin de 2021.

Aujourd'hui, on dénombre plus de 32 000 postes vacants dans les hôpitaux et les établissements de soins infirmiers et de soins pour bénéficiaires internes. Si on ajoute les 10 350 autres postes en soins ambulatoires, on obtient un total qui dépasse les 42 000 postes vacants. Ce chiffre était de 10 000 à la fin de 2015. C'est dire qu'il s'est multiplié par quatre depuis.

Au cours de 2020 et 2021, le nombre de postes d'infirmières à pourvoir a plus que doublé ; dans le cas des infirmières auxiliaires, il a plus que triplé. Du

côté des postes d'aide-infirmière et d'aide-infirmier et de préposé(e) aux bénéficiaires, ce nombre a plus que doublé. D'autres professions auxiliaires à l'appui des services de santé ont vu le nombre de postes non pourvus plus que quadrupler.

En conférence de presse, le 6 janvier 2022, le président du CSHO-SCFP, Michael Hurley, affirmait que « si on avait donné au personnel de la santé de l'équipement de protection individuelle adéquat, nous n'aurions pas eu 45 000 membres infectés par la COVID-19 au travail et 24 qui en sont décédés en Ontario seulement. Mais au lieu d'abroger une loi qui alimente la crise de dotation en personnel pendant la pandémie, les conservateurs offrent, d'un côté, de modestes augmentations de salaire permanentes aux préposé(e)s aux bénéficiaires (PAB) et, de l'autre, une somme forfaitaire aux infirmières et infirmiers qui représente une fraction de l'augmentation des PAB, tout en excluant des centaines de milliers d'autres travailleuses et travailleurs essentiels, » déplore-t-il.

« Cette approche ne satisfait personne dans le domaine de la santé », souligne-t-il. « Elle a sapé le moral, provoqué un brouhaha énorme et démoralisé un secteur qui dépend fortement du travail d'équipe pour fournir des soins de qualité. »

La stabilisation de la main-d'œuvre de la santé est désormais largement considérée comme un grave problème pour le gouvernement Ford. Mais l'idéologie de celui-ci et son engagement apparemment obstiné envers une loi sur le plafonnement des salaires, adoptée avant que la pandémie ne frappe, entravent la résolution du problème.

« Si on conjugue les réductions salariales résultant de l'impact de la loi 124 à l'absence d'équipement de



protection individuelle adéquat pendant la pandémie et à la charge de travail éreintante qui vient avec le système hospitalier ayant le moins de personnel de toutes les économies développées, plusieurs personnes abandonnent la partie », explique Sharon Richer, secrétaire-trésorière du CSHO-SCFP.

« Ces personnes sont bien conscientes qu'on n'exploite pas ainsi les professions de premier répondant à prédominance masculine, comme les policiers ou les pompiers », dénonce Sharon Richer, secrétaire-trésorière du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario.

« La loi 124 est sexiste et humiliante pour la main-d'œuvre à prédominance féminine de l'Ontario », ajoute-t-elle. « Les conservateurs devraient écouter les appels de plus en plus bruyants des personnes en première ligne pour la révoquer. »

Hausse des postes à pourvoir en soins de longue durée de 457 % en 7 ans

Pour aggraver les choses, ce plafonnement des augmentations salariales du personnel à 1 % contenu dans la loi 124 ne s'applique qu'aux centres de soins de longue durée

et aux résidences pour personnes âgées sans but lucratif de l'Ontario. Les établissements à but lucratif et municipaux en sont exemptés.

Deux ans de pandémie plus tard, l'ensemble des travailleuses et travailleurs des soins de longue durée continuent à soutenir les personnes âgées, et tous et toutes méritent des augmentations de salaire importantes, et non des restrictions salariales.

« Avec la loi 124, les progressistes-conservateurs ont pénalisé le personnel et les opérateurs à but non lucratif qui ont pourtant mieux protégé les résidents pendant la pandémie. La majorité des décès de la COVID-19 sont survenus dans des installations à but lucratif », déplore Debra Maxfield, présidente du Comité de coordination des travailleuses et travailleurs de la santé du SCFP-Ontario.

En effet, les établissements de soins de longue durée à but lucratif ont enregistré 7,3 décès pour 100 lits dus à la COVID-19, tandis que ceux à but non lucratif, 3,8 décès pour 100 lits. La cause probable : le manque de personnel dans les centres de soins à but lucratif par rapport à ceux à but non lucratif.

En plus d'un manque criant de ressources et des problèmes de rétention et de recrutement de personnel, les centres sans but lucratif sont incapables de rivaliser avec les autres établissements du réseau de la santé au niveau de la rémunération globale, des augmentations et des ajustements des salaires. Ils perdent ainsi leur main-d'œuvre qualifiée au profit d'autres secteurs.

Ce problème est devenu si grave que le personnel de première ligne et la direction de St. Joseph at Fleming, un centre sans but lucratif de Peterborough, ont joint leurs forces

dans plusieurs rassemblements communautaires pour dire au gouvernement Ford que le plafond salarial de la loi 124 leur nuit de façon disproportionnée et celle-ci doit être abrogée.

Cette crise survient à un moment où le besoin de personnel en soins de longue durée est de plus en plus critique pour les années à venir. Le plafond salarial rendra difficile, voire impossible, l'atteinte des engagements du gouvernement d'offrir quatre heures de soins directs par résident, par jour, d'ici 2024-2025, une mesure pour laquelle le SCFP a longtemps milité. Cela aura un effet aussi sur bon nombre des nouveaux lits en soins de longue durée promis par le gouvernement Ford ; dans les faits, plus de la moitié d'entre eux seront attribués à des entreprises privées à but lucratif.

Le 2 juin 2022, le gouvernement de Doug Ford a été réélu pour un second mandat majoritaire de quatre ans.

« Ça ne peut pas continuer comme ça. Si nous voulons avoir des soins de qualité dans les hôpitaux, les maisons de retraite et les centres de soins de longue durée, sans oublier les soins à domicile et communautaires, nous avons besoin d'un gouvernement qui respecte les travailleuses et travailleurs de la santé, leur salaire et leurs conditions de travail. Un gouvernement qui, comme nous, aspire à offrir un niveau de soins supérieur dans les services publics », insiste Debra Maxfield.



ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES EN 2022 : CHRONOLOGIE D'UNE VICTOIRE ANNONCÉE D'UN GOUVERNEMENT DÉCONNECTÉ DES GENS

— Par Ronald Boisrond

L'année 2022 est une année électorale au Québec et tout semble indiquer que la Coalition avenir Québec (CAQ) se dirige confortablement vers une victoire écrasante cet automne. L'élection d'un gouvernement piloté par un nombre sans précédent de député(e)s caquistes préoccupe les organisations syndicales comme le SCFP, qui représentent les travailleuses et travailleurs des services essentiels.

Avant et pendant la pandémie, ces derniers ont été mis à rude épreuve par les compressions budgétaires, le manque d'équipement de protection, le manque de personnel, les conditions de travail pénibles, le manque chronique de reconnaissance et le manque de volonté du gouvernement de négocier.

Malgré tout, selon les principaux sondages, la CAQ jouit de la satisfaction de la majorité de la population québécoise et elle pourrait accaparer tout le pouvoir sans avoir à le partager dans son second mandat. En effet, le sondage de la firme Léger de mai dernier lui accorde 46 % des intentions de vote, soit une avance de 28 points sur son plus proche rival, le Parti libéral du Québec (PLQ). Le Parti conservateur du Québec (PCQ) se classe troisième, suivi par Québec solidaire (QS) et le Parti québécois (PQ).

La CAQ récolte actuellement 54 % des appuis des Québécoises et Québécois francophones, un autre indice qu'elle est déterminée d'être la grande gagnante des élections cet automne.

Le site Qc125 projette que la CAQ conservera son avance dans les 74 circonscriptions qu'elle détient et risque d'augmenter ses gains d'environ 30 % lors de ces élections. Si ces projections se matérialisent, ce sera du jamais vu au Québec : le seuil de la majorité à l'Assemblée nationale est de 63 sièges.

La présence du premier ministre François Legault à la télévision à l'occasion des conférences de presse quotidiennes durant la pandémie a possiblement joué un rôle dans la confiance que les gens lui témoignent actuellement, malgré les décrets et arrêtés ministériels adoptés pendant la pandémie jusqu'en décembre 2022.

En outre, la CAQ a déjà commencé à gruger dans des circonscriptions pourtant acquises à ses adversaires. En avril dernier, elle a gagné l'élection partielle dans Marie-Victorin, une circonscription qui a été pendant près de 40 ans un bastion du Parti québécois.

De plus, la création de deux nouveaux partis politiques provinciaux qui tentent de récupérer le vote des anglophones insatisfaits risque de nuire au Parti libéral du Québec, dont cette partie de la population constitue l'électorat traditionnel.

Pourtant, en 2018, la CAQ avait fait une campagne qualifiée de « plutôt à droite », et plusieurs syndicats, dont le SCFP, avaient pris ouvertement position contre ce parti et le Parti libéral, ce dernier étant usé par de longues années au pouvoir.

La pandémie a probablement influencé la mise en œuvre de la ligne idéologique de la CAQ et a galvanisé la popularité du premier ministre, mais on espère qu'elle aura également forcé celui-ci à reconnaître l'importance des services publics et des personnes qui y travaillent.

Rappelons que pendant la crise sanitaire, les travailleuses et travailleurs du secteur de la santé et des affaires sociales ont été particulièrement affectés du fait que le gouvernement gérait le réseau par décrets, ce qui avait pour effet de suspendre les conventions collectives en vigueur. La CAQ s'est donné unilatéralement le pouvoir d'imposer les nouvelles conditions de travail du personnel déjà à bout de souffle.

En 2021, les négociations du secteur public entre le front commun syndical et le gouvernement du Québec ont duré plus d'un an et demi. Les travailleuses et travailleurs de la santé, de l'éducation et des services sociaux réclamaient une reconnaissance de la valeur de leur travail, ainsi qu'une amélioration des salaires et des conditions d'exercice d'emploi.

De plus, le gouvernement a cumulé des retards de paiement inexcusables liés à des ententes de maintien de l'équité salariale touchant des milliers de travailleuses..

Pendant que la CAQ débloquait des milliards de dollars pour les infrastructures et le béton, sur le terrain, les salarié(e)s épuisés et peu considérés démissionnaient en grand nombre.

Ceci a davantage accentué le manque criant de main-d'œuvre et a encore une fois porté préjudice à la qualité des services publics au Québec. De plus, la place accordée par la CAQ au secteur privé continue d'être source d'inquiétude.

La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) vient d'ailleurs de lancer la campagne « On en a plein notre CAsQue! » pour faire connaître ses priorités et celles des Québécoises et Québécois en vue des élections du 3 octobre. Elle dresse un bilan accablant du gouvernement de la CAQ : antidémocratique, antitravailleurs et travailleuses, arrogant et déconnecté des gens ordinaires. La FTQ a notamment sondé la population qui, à l'opposé des intentions de vote, se dit insatisfaite du bilan du parti et demande des réinvestissements en santé, en éducation et en environnement.

La prochaine négociation du secteur public en 2023 sera évidemment cruciale pour améliorer la qualité des services publics.



Les centrales syndicales, notamment la FTQ, ont observé un changement de ton dans le discours du gouvernement depuis quelques semaines. À la suite de la traditionnelle rencontre tenue entre le premier ministre, le ministre du Travail et les chef(fe)s des organisations syndicales à l'occasion du 1^{er} mai, Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, ces derniers ont dit se sentir un peu plus optimistes qu'auparavant.

« Nous espérons que ce changement de ton est sincère et que, si la CAQ constitue le prochain gouvernement cet automne, celui-ci ne considérera pas les syndicats comme des adversaires, mais bien comme des partenaires qui contribuent à la qualité des services publics », a déclaré Patrick Gloutney, président du SFCP-Québec.

Le changement de ton de François Legault est-il conditionné par l'année électorale ? On découvrira ses vraies intentions une fois celui-ci installé au pouvoir pour son second mandat, mandat qui, de toute évidence, sera majoritaire. D'ici là, les travailleuses et travailleurs devront continuer à défendre leurs valeurs et exiger qu'il prenne de réels engagements sur les services dont ils ont la charge.

LE PARTI CONSERVATEUR UNI S'EST ATTAQUÉ À L'ÉDUCATION PUBLIQUE EN ALBERTA ET A FAIT MAL À TOUT LE MONDE

Par Cheryl Oates

AU PRINTEMPS DE 2019, L'EX-MINISTRE FÉDÉRAL JASON KENNEY ÉTAIT CANDIDAT AU POSTE DE PREMIER MINISTRE DE L'ALBERTA. DEBOUT DERRIÈRE UN PODIUM DANS UNE SALLE DE CLASSE DÉCORÉE DE ROUES DE COULEUR ET DE DIAGRAMMES, IL A PROMIS DE REDONNER TOUT SON SENS AU SYSTÈME SCOLAIRE.

Trois ans après son entrée en fonction, le Parti conservateur uni (UCP) a tout fait sauf mettre de l'ordre dans les salles de classe de l'Alberta. Année après année, il a affamé le système scolaire public pour donner plus d'argent au secteur privé.

Plus tôt cette année, Jason Kenney annonçait un nouveau financement opérationnel de 25 millions de dollars pour les écoles à charte de l'Alberta. Cette enveloppe est assortie de 47 millions de dollars supplémentaires en capitaux. Pendant ce temps, la maigre augmentation de 1,7 % prévue dans le budget de l'UCP n'a même pas couvert le coût de l'inflation et de la croissance démographique.

L'UCP a aussi fait de son mieux pour bâillonner ses opposants par l'entremise de lois antidémocratiques destinées à limiter la capacité des syndicats à s'organiser, ainsi qu'à museler les travailleuses et travailleurs qui lui disent ses quatre vérités.

Jason Kenney et l'UCP ont voulu faire croire à la population albertaine que ces changements radicaux étaient dans son intérêt. Ils dissimulent leur idéologie antiouvrière sous la rhétorique du choix personnel, de l'efficacité et de la gestion budgétaire responsable. Mais derrière ce jargon se cache un programme politique dangereux qui vise à décentraliser et à privatiser les services publics de la province.

En réalité, les dernières années de sous-financement et de compressions dans le secteur de l'éducation ont eu de graves répercussions sur la qualité de l'éducation publique en Alberta et sur l'expérience des élèves.

La taille des groupes augmente, pendant qu'on demande constamment au personnel scolaire d'en faire plus avec moins. Cette année seulement, le gouvernement finance 1 000 postes d'enseignant(e)s de moins que lorsque l'UCP a pris le pouvoir en 2019. Le ratio d'élèves par enseignant(e) ne cesse de gonfler.

Les aides-éducateurs et aides-éducatrices qui viennent en aide aux élèves ayant des besoins particuliers ont vu diminuer leur horaire de travail, ce qui rogne leur salaire déjà inférieur au seuil de la pauvreté. Les élèves desservis ne reçoivent plus l'aide supplémentaire qu'ils méritent pour réussir; ils prennent du retard.

Le moral est au plus bas. De plus, la réforme idéologique des programmes scolaires menée par le gouvernement Kenney tourne le fer dans la plaie du personnel de l'éducation publique qui tente de trouver une solution à la situation actuelle. Après avoir formé

le gouvernement, l'UCP a abandonné une vaste révision du curriculum, déjà entamée, en faveur d'une réforme dirigée par un comité consultatif nouvellement nommé.

Un groupe diversifié d'Albertaines et d'Albertains ont critiqué le programme dont ce comité a accouché comme étant raciste, eurocentrique et inadapté à l'âge des élèves. Malgré le tollé, ce curriculum devrait être implanté dans certaines écoles dès cet automne.

Alors que de plus en plus de voix s'élèvent contre Jason Kenney et l'UCP, le gouvernement fait tout son possible pour faire taire ses détracteurs.

En juillet 2020, le gouvernement Kenney a présenté le projet de loi 32 qui élimine d'importantes protections en matière de normes d'emploi. Il s'en prend aussi à la capacité des syndicats à représenter leurs membres et à plaider pour de meilleures conditions de travail. Ces changements affectent spécifiquement les activités des syndicats, mais l'ensemble de la population albertaine devrait s'inquiéter de la menace qui pèse sur ses droits fondamentaux.



LES CONSÉQUENCES DE TELS CHANGEMENTS SE RÉPERCUTENT SOUVENT AUX QUATRE COINS DE LA SOCIÉTÉ.

Accablé par les répercussions de la COVID-19, le gouvernement Kenney n'a pas eu la capacité de véritablement mettre son programme en marche. Le 18 mai, Jason Kenney a démissionné, nous donnant raison face à nos revendications. Mais notre combat contre les projets antiouvriers, antisyndicaux et anti-albertains du gouvernement conservateur doit se poursuivre, peu importe qui sera à la tête du parti.

Les conservateurs maintiennent leur plan de privatisation et de démantèlement des services publics et le projet de loi 32 est toujours à l'ordre du jour. Le parti reste concentré sur lui-même et distrait par le désarroi interne et les luttes intestines, au lieu d'être préoccupé par les enjeux qui comptent pour les familles albertaines. Un nouveau mandat à l'issue des prochaines élections provinciales, prévues le 29 mai 2023, leur permettrait de redoubler d'ardeur dans leur poursuite de la privatisation des services publics.

Sont menacés : la qualité de l'éducation primaire et secondaire, des milliers d'emplois dans le secteur public et les droits constitutionnels des travailleurs et des travailleuses. Malgré la promesse de l'UCP, ce gouvernement ne fait aucun sens.





BIEN LOIN DE LA RÉCONCILIATION : LE BUDGET 2022 PASSE À CÔTÉ DE LA RECHERCHE DE TOMBES ANONYMES

— Par Rebecca Benson



Le budget fédéral de 2022, déposé le 7 avril, est loin d'être suffisant pour que le Canada puisse poursuivre ses efforts de réconciliation.

En juin 2021, le premier ministre Justin Trudeau avait déclaré que la blessure et le traumatisme ressentis par les communautés autochtones étaient « la responsabilité que le Canada doit assumer » et promis que « même si nous ne pouvons pas ramener celles et ceux qui ont été perdus, nous pouvons — et nous allons — dire la vérité sur ces injustices et honorer à jamais leur mémoire ».

Depuis la première découverte de 215 tombes anonymes au pensionnat de Kamloops en mai 2021 (nombre révisé par la suite à 200), on a identifié plus de 1 800 tombes du genre, confirmées ou présumées, sur les sites de pensionnats autochtones à travers le pays.

Soulignons que les communautés autochtones ont toujours parlé d'enfants qui ne sont jamais revenus des pensionnats. Elles ont toujours affirmé qu'il y avait des tombes anonymes sur les sites des pensionnats. La Commission de vérité et réconciliation avait inclus des informations sur des tombes connues et présumées dans son rapport final publié en 2015.

Or, en date d'avril 2022, seuls 15 des 139 sites de pensionnats ont été fouillés ; il en reste 124 à explorer.

Hélas, le budget fédéral de cette année ne prévoit pas d'engagements concrets pour donner suite à la promesse du premier ministre. D'ailleurs, l'une des principales faiblesses de ce budget est le manque de soutien aux communautés autochtones pour des fouilles sur les sites des pensionnats afin de retrouver des tombes anonymes.

En prévision du budget fédéral de 2022, l'Assemblée des Premières Nations (APN) avait transmis un train de recommandations préliminaires détaillées. Notamment, elle avait chiffré à 1,2 milliard de dollars sur deux ans la somme nécessaire pour permettre aux communautés autochtones d'explorer et de commémorer les lieux de sépulture anonymes.

Le gouvernement fédéral a répondu en fournissant seulement 209,8 millions de dollars sur cinq ans pour toute une liste de projets, dont un nouvel édifice pour le Centre national pour la vérité et la réconciliation et la divulgation complète des documents fédéraux relatifs aux pensionnats autochtones. Bien que la récupération et la commémoration des tombes anonymes soient incluses dans ce montant, on ne sait toujours pas quelle portion de ce maigre



budget sera versée directement aux communautés autochtones et consacrée aux recherches sur les terrains des pensionnats.

Le budget fédéral réserve aussi 65 millions de dollars pour d'autres activités et projets liés à la commémoration des pensionnats, mais, de cette somme, rien n'ira directement aux communautés autochtones. Ce financement est plutôt réservé aux ministères et fonctionnaires fédéraux, ainsi qu'à la GRC en charge des décisions concernant les ressources partagées avec les communautés autochtones. Cette enveloppe se détaille comme suit :

- 5,1 millions de dollars sur cinq ans à la GRC « pour appuyer les interventions dirigées par la communauté à la suite de découvertes de lieux de sépulture non marqués » ;
- 10,4 millions de dollars pour « un interlocuteur spécial qui travaillera en collaboration avec les peuples autochtones et formulera des recommandations de changements à apporter en vue de renforcer les lois et pratiques fédérales pour protéger et préserver les lieux de sépulture non marqués » ;
- 25 millions de dollars sur trois ans pour la numérisation des documents liés au régime fédéral d'externat autochtone ;
- 25 millions de dollars sur trois ans à Parcs Canada pour appuyer la commémoration des sites des anciens pensionnats autochtones.

En fournissant peu de financement directement aux communautés autochtones qui s'engagent dans des recherches sur les sites des pensionnats, non seulement ce budget ne représente-t-il qu'une mince partie de ce qui est vraiment nécessaire, mais il fait fi de tout l'éventail de ressources dont les peuples autochtones ont besoin et dont ils manquent désespérément depuis des décennies.

Encore une fois, ce sont les ministères et départements du gouvernement qui décideront dans quelle mesure les communautés autochtones auront accès à ce financement.

Et tandis que le budget de 2022 aspirait à « rendre le logement plus abordable », l'APN a souligné que les engagements envers le logement autochtone sont bien en deçà des besoins. Celle-ci chiffre la somme

nécessaire à 44 milliards de dollars sur dix ans. Le gouvernement fédéral a choisi de n'avancer que trois milliards de dollars sur cinq ans.

Les réactions de la communauté ont été mitigées. D'une part, l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) a fait l'éloge du budget fédéral pour son allocation de fonds au logement inuit, une enveloppe évaluée à 845 millions de dollars sur sept ans. Mais de l'autre, le Congrès des peuples



autochtones, qui représente les Indiens inscrits et non-inscrits hors réserve, les Métis et les peuples inuits du Sud, a critiqué le budget comme n'appuyant pas les 80 % d'Autochtones qui vivent hors réserve.

L'Association des femmes autochtones du Canada a également lancé des signaux d'alarme, parce que le budget de 2022 n'inclut pas de financement pour la mise en œuvre des 231 appels à la justice formulés dans le Rapport d'enquête nationale sur les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones disparues et assassinées.

Depuis longtemps, des militant(e)s autochtones, des politicien(ne)s et des communautés autochtones réclament d'une seule voix que les peuples autochtones aient leur mot à dire sur la façon dont sont dépensés les fonds alloués aux dossiers et aux communautés autochtones. Le SCFP s'est engagé à leurs côtés dans la

réconciliation et la justice pour les peuples autochtones.

En effet, lors du dernier congrès national de notre syndicat, en novembre 2021, les membres ont réaffirmé leur engagement envers la vérité et la réconciliation en adoptant la résolution 66. Ils ont également réagi à la découverte dévastatrice de tombes anonymes, ainsi qu'au besoin de ressources supplémentaires pour les recherches sur les terrains des pensionnats autochtones à travers le pays.

Les congressistes ont également adopté la résolution 60 qui stipule que nous allons collaborer avec d'autres organisations syndicales et d'autres institutions partageant les mêmes idées, pour exiger une recherche et une enquête sur les terrains de tous les pensionnats au Canada, qui seront financées par le gouvernement fédéral et dirigées par des Autochtones.

Nous continuons de demander à tous les gouvernements du Canada de mettre en œuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation et de fournir des ressources pour remédier à tous les enjeux vécus par les peuples autochtones au quotidien.

Historiquement, le Canada a sous-financé les infrastructures et les services destinés aux communautés autochtones. Cette négligence chronique est à la base d'injustices et de crises. Devant l'insuffisance du budget fédéral de 2022 pour répondre au besoin d'interventions dirigées par les Autochtones et fournir le nécessaire pour trouver et commémorer de manière appropriée des milliers de tombes anonymes à travers le pays, le SCFP continuera de plaider pour un financement juste et équitable. Et nous exigerons que le gouvernement canadien rende des comptes en matière de vérité et de réconciliation.



Comparaison entre les recommandations budgétaires préliminaires de l'APN et les allocations budgétaires fédérales de 2022 pour les tombes anonymes sur les terrains des pensionnats autochtones.

DESCRIPTION DU POSTE DANS LE BUDGET PRÉLIMINAIRE DE L'APN	MONTANT RECOMMANDÉ PAR L'APN	DESCRIPTION DU POSTE DANS LE BUDGET FÉDÉRAL	MONTANT ALLOUÉ PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	ORGANISATION, MINISTÈRE OU DÉPARTEMENT DEVANT RECEVOIR CE FINANCEMENT
Tombes anonymes : enquête et commémoration Cette estimation a été conçue pour permettre de chercher des lieux de sépulture non marqués sur tous les sites de pensionnats au Canada.	1,2 milliard \$ sur 2 ans	1. Pour documenter, localiser et commémorer les lieux de sépulture dans les anciens pensionnats autochtones. 2. Pour appuyer les activités du Centre national pour la vérité et la réconciliation et construire un nouvel immeuble pour celui-ci. 3. Pour assurer la divulgation complète des documents fédéraux relatifs aux pensionnats.	209,8 millions \$ sur 5 ans	Communautés autochtones, Centre national pour la vérité et la réconciliation et départements fédéraux
S.O.	S.O.	Pour la nomination d'un interlocuteur spécial qui travaillera en collaboration avec les peuples autochtones et formulera des recommandations de changements à apporter en vue de renforcer les lois et pratiques fédérales pour protéger et préserver les lieux de sépulture non marqués.	10,4 millions \$ sur 2 ans	Ministère de la Justice
S.O.	S.O.	Pour que la Gendarmerie royale du Canada puisse appuyer les interventions dirigées par la communauté à la suite de découvertes de lieux de sépulture non marqués.	5,1 millions \$ sur 5 ans	Gendarmerie royale du Canada par l'entremise de Sécurité publique Canada
S.O.	S.O.	Pour appuyer la numérisation de millions de documents relatifs au régime fédéral d'externat autochtone, ce qui offrira aux survivants et à la population canadienne un accès véritable à ces documents.	25 millions \$ sur 3 ans	Bibliothèque et Archives Canada
S.O.	S.O.	À Parcs Canada pour appuyer la commémoration des sites des anciens pensionnats autochtones.	25 millions \$ sur 3 ans	Parcs Canada



PROFIL KARLA SASTAUNIK

Par Tria Donaldson et Aline Patcheva

DONNER AUX ÉLÈVES UNE CHANCE ÉGALE DE RÉUSSIR : LE COMBAT D'UNE AIDE-ÉDUCATRICE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Karla Sastaunik est présidente du SCFP 4784 et coprésidente du Comité national des femmes du SCFP. Elle est également aide-éducatrice dans une école de la division scolaire Good Spirit en Saskatchewan.

Elle adore travailler auprès de tous les élèves, mais plus particulièrement les élèves ayant des besoins particuliers, nécessitant plus de ressources de soutien à l'apprentissage ou qui sont nouvellement arrivés au Canada. Fière défenseuse des élèves, elle est déterminée à se battre pour un meilleur système d'éducation en Saskatchewan.

Question 1

Comment êtes-vous devenue aide-éducatrice et qu'aimez-vous de votre travail ?

Dans ma jeunesse, j'ai été inspirée par mon père qui était enseignant et directeur adjoint d'une école. Il était très impliqué dans la communauté, il l'est encore d'ailleurs, à 75 ans. Il nous a élevés en nous disant de faire partie de la solution. Quand j'avais 13 ans, j'ai commencé à garder un enfant né avec un handicap. J'ai toujours su que je voulais travailler auprès d'enfants en situation de handicap. Après l'obtention de mon diplôme, j'ai obtenu un certificat d'aide-éducatrice ; j'étais ravie de travailler dans ma communauté.

J'adore la magie qui se produit lorsqu'un enfant aime ou comprend quelque chose pour la première fois. Il peut s'agir de lacer ses chaussures ou d'apprendre à résoudre un problème mathématique. Les aides-éducateurs et aides-éducatrices établissent avec ces élèves une relation différente de celle avec le personnel enseignant, et je me sens bénie de faire partie de leur vie.

Question 2

En quoi le personnel de soutien scolaire comme vous est essentiel au développement et à la persévérance des élèves ?

Nous jouons un rôle essentiel dans le système scolaire. Nous fournissons un soutien intensif et inconditionnel aux élèves, quelles que soient les circonstances. Nous sommes parfois le seul adulte qui les défend et les voit tels qu'ils et elles sont vraiment. Ce sont des relations spéciales. Nous nous soucions d'eux comme de nos propres enfants. Nous veillons à répondre à tous leurs besoins, qu'il s'agisse d'un soutien personnel, de temps pour revoir un concept ou faire un devoir, ou même, pour les enfants issus de l'immigration, de l'aide pour apprendre à parler anglais.

Question 3

Quels défis la pandémie a-t-elle engendrés au cours des deux dernières années ? Comment avez-vous dû vous adapter ?

De nombreux élèves ont d'énormes lacunes en matière d'apprentissage en raison de la pandémie.

Je travaille avec des enfants qui ont des besoins importants. Ces enfants n'utilisent pas facilement la technologie et ont souvent du mal à communiquer en ligne. Sans apprentissage en personne, nous avons perdu bon nombre des gains que nous avons réalisés. Dans certains cas, sans interventions quotidiennes, leur élocution ou leur développement a régressé.

Puis, de nombreux élèves ont pris du retard en mathématiques et en anglais. C'est difficile de les remettre sur la bonne voie et il n'y a pas assez de personnel de soutien pour tout le monde.

Question 4

Comment votre profession est-elle affectée par les années de vaches maigres conservatrices en matière d'éducation publique en Saskatchewan ?

Les coupes dans le financement de l'éducation en Saskatchewan ont de graves répercussions sur les élèves. Plus que jamais, il y a un grave manque de personnel de soutien scolaire et de personnel enseignant. Je fais ce travail depuis 35 ans et mon horaire de travail a diminué. Je pouvais passer plusieurs heures par semaine avec les élèves d'une classe donnée. Maintenant, je n'ai que quelques minutes pour essayer d'atteindre les mêmes objectifs.

Et les aides-éducatrices sont majoritairement des femmes. Le salaire est bas. Beaucoup de nos membres ont du mal à joindre les deux bouts et doivent occuper plusieurs emplois. C'est particulièrement difficile pour les familles monoparentales.

Ce n'est pas un problème au niveau de la division scolaire, c'est du ressort du gouvernement provincial.

Le Parti saskatchewanais prétend qu'il a amélioré et augmenté le financement des divisions scolaires, mais ce n'est que de la poudre aux yeux. La plupart des divisions font face à un déficit budgétaire ; elles ont dû couper. Ma division a reçu une augmentation de 0,83 %, alors que l'inflation grimpe en flèche. C'est impossible de maintenir les services en classe et, à cause de la réduction des services, les élèves ne reçoivent pas l'éducation qu'ils et elles méritent.

Question 5

Que fait votre section locale pour lutter contre les compressions budgétaires et mobiliser la population en soutien au personnel scolaire ?

Au SCFP 4784, nous travaillons fort pour que le public comprenne ce que fait le personnel de soutien. Ce n'est pas une tâche facile dans un bastion conservateur. Tout le monde en ville sait de quel côté je vote, j'essaie de faire connaître mon opinion et d'éduquer les gens sur ce qui est à risque dans la communauté.

Tout commence avec nos membres et les gens avec qui je travaille. Les membres du SCFP 4784 participent à des activités communautaires de sensibilisation : soirées de natation et de patinage, bourses d'études. Nous écrivons des lettres aux député(e)s et faisons du lobbying, tout en veillant à ce que notre travail syndical n'aliène pas les gens. Nous entretenons de bonnes relations avec notre employeur et, par conséquent, nous sommes capables de le rencontrer pour travailler ensemble à faire connaître nos problèmes.

Question 6

Quel est votre plus grand espoir pour l'avenir ?

La voie que ce gouvernement a empruntée en imposant des restrictions financières aux divisions scolaires n'est pas viable. Elle nuit à tous les élèves et à toutes les familles de notre province. Le moment est venu de réinvestir en éducation. Nous ne pourrions peut-être pas changer le gouvernement, mais nous pouvons exiger qu'il nous écoute et qu'il agisse.

Mon objectif, en tant qu'aide-éducatrice et en tant que syndicaliste, est de m'assurer que notre système d'éducation publique soutienne les élèves, afin qu'après l'obtention de leur diplôme, ils et elles aient les compétences nécessaires pour réussir et être heureux là où l'avenir les mènera, que ce soit dans un programme de jour, sur le marché du travail, dans un métier spécialisé ou à l'université. Je ne fais pas ça pour l'argent, bien que je ne refuserais pas une augmentation. Je le fais pour ces jeunes qui sont notre avenir.



ENDIGUER LE RAZ-DE-MARÉE DE PRIVATISATION DE L'EAU AU BRÉSIL GRÂCE AUX ÉLECTIONS D'AUTOMNE

Par **Karin Jordan**



Ary Girota brandit un T-shirt avec le slogan « Qui paiera le prix de la privatisation de la CEDAE ? L'eau, c'est la vie et la santé, et elle n'est pas à vendre ! », avec un groupe de manifestant(e)s sur les marches du parlement, avril 2021.

Photo : SINDAGUA-RJ



Ary Girota est travailleur brésilien des eaux et n'a pas cessé de se battre depuis que le service des eaux où il travaille a été privatisé en avril 2021. Il défend 2 500 membres contre des licenciements massifs et souligne sans relâche les dangers de l'eau à but lucratif. Il est tout aussi implacable dans sa dénonciation de deux caisses de retraite canadiennes qui profitent de la vente de ce service public.

Il y a de l'espoir à l'horizon. Ary Girota et bien d'autres s'organisent à l'échelle internationale pour freiner la vague de privatisation. Ils sont à pied d'œuvre pour rebâtir le pays suite à la prochaine élection présidentielle, cet automne.

Ary Girota travaille dans l'assainissement des eaux depuis 28 ans. Il s'est impliqué dans son syndicat pour lutter contre la privatisation. En 2020, il a été élu président de SINDAGUA-RJ, l'un des trois syndicats qui représentent la main-d'œuvre de la société des eaux Companhia Estadual de Águas e Esgotos, ou CEDAE. La CEDAE est le service d'eau et d'assainissement le plus important et le plus rentable du pays. Il approvisionne 12 millions de personnes dans 64 municipalités de l'État de Rio de Janeiro.

Dans une allocution vidéo au congrès du SFCP-Saskatchewan de 2022, Ary Girota a expliqué aux congressistes que la privatisation de ce service public prospère est « une tragédie » qui s'inscrit dans le cadre d'une attaque plus vaste contre les services publics et la société brésilienne. Il a remercié les membres du SFCP pour leur solidarité dans cette lutte de longue date, qui s'est intensifiée avec l'élection, en 2018, du président d'extrême droite Jair Bolsonaro.

« Nous traversons l'un des moments les plus difficiles, non seulement pour nous, travailleurs et travailleuses de la CEDAE, mais pour tout le pays », nous a-t-il dit en entrevue. « Notre pays est dirigé par un gouvernement fasciste qui met en

œuvre des propositions et des lois qui privent les travailleuses et travailleurs de leurs droits et qui s'en prennent à la classe ouvrière. »

Les efforts du gouvernement Bolsonaro pour vendre les services publics du Brésil ciblaient spécifiquement les services d'eau et d'assainissement, sans hésiter à piétiner les obstacles juridiques et juridictionnels.

« Le gouvernement brûle tout pour boucler son budget à court terme », dit Ary Girota.

Selon Ary Girota, les coupes dans les budgets d'entretien et d'infrastructure de la CEDAE étaient des actes de sabotage afin d'amorcer la privatisation de la société. Pire, le gouvernement a profité d'une vague brutale de COVID-19 pour privatiser à toute vitesse.

Vendre un droit humain aux enchères

En avril 2021, les parties rentables de la CEDAE ont été vendues à l'encan à l'occasion d'un spectacle télévisé où Bolsonaro lui-même brandissait le marteau. L'entreprise brésilienne Iguá Saneamento a remporté le contrat de 35 ans pour une grande partie du service public avec une offre de 1,7 milliard de dollars. Iguá Saneamento est détenue majoritairement par deux caisses de retraite canadiennes. L'entreprise exploite déjà plusieurs contrats de privatisation dans le pays.

Ary Girota a été surpris d'apprendre que la privatisation de la CEDAE était financée en partie par les caisses de retraite des Canadiennes et Canadiens. « C'est ridicule ! », s'est-il dit.



Travailleurs, travailleuses et résident(e)s de Rio de Janeiro manifestent contre la participation de deux caisses de retraite canadiennes dans un important accord de privatisation de l'eau. La banderole exhorte les travailleuses et travailleurs canadiens à arrêter de soutenir avec leur fonds de retraite les gangs paramilitaires directement liés au président Jair Bolsonaro et à sa famille, et s'oppose à la privatisation de l'eau, avril 2021.

Photo : SINDAGUA-RJ

Il s'est vite rendu compte que « ce sont les gestionnaires de placements qui contrôlent cela, et non la classe ouvrière canadienne ». En collaboration avec la fédération syndicale mondiale du secteur public, l'Internationale des services publics, les travailleuses et travailleurs brésiliens se sont concertés avec les syndicats canadiens pour cibler Investissements RPC, la société qui gère les fonds du Régime de pensions du Canada.

Le SCFP s'est joint à la lutte, exigeant qu'Investissements RPC se retire immédiatement d'Iguá Saneamento et le président national Mark Hancock a qualifié le stratagème de « néfaste d'un point de vue social et risqué d'un point de vue économique » dans une lettre au PDG d'Investissements RPC.

Le SCFP a signalé que l'accord menace le droit à l'eau et aux services d'assainissement. Il a fait référence au bilan mondial désastreux de la privatisation de l'eau : augmentation fulgurante des tarifs, accès réduit, baisse de la qualité, coupes dans les services et les emplois.

Le rôle du Canada ne s'arrête pas aux profits des caisses de retraite. Le gouvernement canadien fait la promotion du plan de privatisation de l'eau de Bolsonaro auprès des entreprises canadiennes comme une occasion d'affaires « socialement et écologiquement responsable ». L'un des délégués commerciaux du Canada au Brésil a applaudi les politiques de Bolsonaro pour augmenter « l'accès aux marchés et la concurrence dans un secteur qui a traditionnellement été contrôlé par des sociétés d'État. »

Les partisans de la privatisation de la CEDAE affirment également que celle-ci augmentera l'accès aux services d'eau et d'assainissement, une question urgente pour des millions de Brésiliens et Brésiliennes. Mais Ary Girota rejette ces affirmations comme du « marketing », affirmant que le jargon corporatif ne peut cacher le fait qu'il s'agit « d'un investissement qui fera souffrir les gens ».

Les déboires de l'eau à but lucratif

Ary Girota sait de quoi il parle lorsqu'il dit que le secteur privé n'améliorera pas l'accès à l'eau. Il affirme que 80 % de la population de Rio a déjà accès à l'eau potable, après des décennies d'efforts minutieux de la part du service public.

Pour lui, les travailleuses et travailleurs de la CEDAE sont des héros qui « méritent vraiment d'être reconnus. Au cours des deux années de la pandémie, la CEDAE ne s'est jamais arrêtée, pas un seul jour. Tout le monde a continué à avoir de l'eau ! »



Ary Girota, à droite, rencontre la présidente du Parti travailliste, Gleisi Hoffmann, lors d'un lobby des membres de la chambre basse du Congrès national du Brésil, novembre 2021.

Photo : SINDAGUA-RJ

Pendant ce temps, la privatisation de l'eau au Brésil a entraîné une baisse spectaculaire des salaires de la main-d'œuvre et des difficultés à faire respecter les normes de santé et de sécurité. Des exploitants privés ont déversé des eaux usées non traitées dans des lacs, des rivières et même dans l'océan, causant des dommages environnementaux.

Le prix de l'eau augmente, ce qui est également inévitable selon Ary Girota : « La facture d'eau de tout le monde commence à augmenter, bien évidemment. C'est la philosophie du secteur privé, c'est son but. Le problème, c'est que personne ne peut vivre sans eau. »

Il ajoute que fournir des services d'eau et d'assainissement aux personnes vivant dans des quartiers informels comme les favelas, où vivent plus de 12 millions de personnes, nécessite un savoir-faire local que le privé ne possède tout simplement pas. Tout aussi important, l'élargissement de l'accès aux communautés non desservies ne générera pas les bénéfices que réclament les investisseurs privés.

En général, les administrations publiques de l'eau fournissent l'accès à l'eau potable et au traitement des eaux usées aux personnes qui ne peuvent pas payer.

« Il n'y a que l'administration publique qui a la capacité et la volonté, le désir, de fournir de l'eau à ces 20 % les plus défavorisés de la population », insiste Ary Girota. « Certainement pas le privé. Toutes nos expériences de privatisation à Rio ont eu le même résultat : le privé ne veut pas servir les communautés les plus pauvres. »

Préparer un avenir meilleur

Des élections présidentielles sont prévues pour octobre 2022. Beaucoup voient de l'espoir dans la candidature de l'ancien président et chef du Parti travailliste, Luiz Inácio Lula da Silva, communément appelé Lula. Son élection pourrait ouvrir la porte à l'annulation des politiques de l'ère Bolsonaro qui ont déchiqueté le tissu social du pays, notamment par la privatisation de l'eau.

« Nous comprenons qu'il faut faire élire Lula, mais nous comprenons aussi qu'une seule personne, un seul dirigeant politique, ne peut pas tout faire », poursuit Ary Girota.

Il est convaincu que le changement ne viendra pas seulement d'en haut. Il faudra que des gens à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement travaillent ensemble pour le changement.

« Il ne s'agit pas seulement de changer de président. Nous devons élire d'autres membres du congrès pour constituer une masse critique d'individus qui prendront des décisions en faveur de la population », ajoute-t-il.



Ary Girota et des représentant(e)s de SINDAGUA-RJ posent avec une banderole au slogan « Nous sommes tous et toutes la CEDAE - publics, appartenant à l'État et efficaces » devant le consulat canadien à Copacabana, après la remise d'une lettre pour Justin Trudeau et les PDG des deux sociétés d'investissement canadiennes, juin 2021.

Photo: SINDAGUA-RJ

Ce qui est bon pour la classe ouvrière brésilienne pourrait être dommageable pour les caisses de retraite canadiennes. Celles-ci risquent des pertes financières si la CEDAE et d'autres entreprises privatisées reviennent dans le giron de l'État. Le SCFP a souligné la nature intrinsèquement risquée de la privatisation dans sa campagne ciblant Investissements RPC. Il continuera de soulever les problèmes fondamentaux dans l'idée que des caisses de retraite possèdent des services publics vitaux, les exploitent et en tirent des profits.

« Ce dont nous avons besoin, c'est de tout le pouvoir que nous pouvons rassembler collectivement pour changer la situation », explique Ary Girota. « C'est un moment vraiment difficile et compliqué de notre histoire. Et l'eau potable et les eaux usées y tiennent un rôle central. »

« Parce que couper l'eau aux gens, c'est couper l'accès à la vie », dit Ary Girota.

Ary Girota espère l'élection de Lula : « Ce que nous essayons de faire, c'est de nourrir l'espoir des gens, de renforcer leur capacité à rêver et à envisager un autre modèle », conclut-il.

ÉVITONS QUE NOS RÉGIMES DE RETRAITE CONTRIBUENT À LA PRIVATISATION !

Deux caisses de retraite canadiennes profitent de la privatisation de l'eau au Brésil.

AIMCo gère les fonds de plusieurs régimes de retraite du secteur public de l'Alberta, y compris le régime de retraite des administrations municipales (LAPP), auquel participent la plupart des membres du SCFP en Alberta. AIMCo a investi pour la première fois dans Iguá Saneamento en 2018; aujourd'hui, elle en détient 39 %.

Investissements RPC gère les fonds du régime de retraite public du Canada, auquel nous cotisons tous et toutes; elle a acheté une participation de 45 % dans Iguá Saneamento en mars 2021.

Cette situation a mis en lumière un problème généralisé. Les capitaux privés, y compris les caisses de retraite, cherchent de plus en plus à tirer profit des services et des réseaux publics par le biais de la privatisation. Le SCFP a mis au point une trousse à outils pour aider les membres à protéger les infrastructures publiques et à éviter que leur régime de retraite contribue à la privatisation.

Visitez le scfp.ca et téléchargez Évitez que nos régimes de retraite contribuent à la privatisation : Guide pour les membres du SCFP, les fiduciaires et les autres représentant(e)s des régimes de retraite.



LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL APRÈS LA PANDÉMIE : QUELLES ATTENTES FACE À NOS GOUVERNEMENTS ?

Par Troy Winters, Jenna Brookfield et Colleen Butler





Au cours des deux dernières années, la COVID-19 a dominé les conversations sur la santé et la sécurité au travail (SST). La pandémie a eu une incidence sur notre évaluation des risques en milieu de travail et sur nos approches en matière de sécurité au travail. Ces perspectives devraient influencer nos demandes d'action gouvernementale en matière de sécurité des travailleuses et travailleurs durant les premières rondes d'élections provinciales postpandémie.

Le principe de précaution

Après l'épidémie de SRAS de 2003, l'Ontario avait mis sur pied une commission pour examiner la propagation et la gestion du virus. Celle-ci avait conclu qu'on devrait adopter le principe de précaution pour réduire au minimum l'impact des prochaines épidémies. Cela signifie que les autorités de santé publique devraient prendre des mesures de précaution sans attendre les preuves scientifiques que ces mesures sont nécessaires.

Malheureusement, les leçons tirées du SRAS n'ont pas été retenues par le Canada face à la pandémie de COVID-19.

« Une des raisons pour lesquelles ces deux années ont été si dures est que le gouvernement a réagi si lentement », affirme Jordan Bray-Stone, président du Comité de santé et sécurité au travail de la Division du transport aérien du SCFP. « Il a adopté une approche réactive plutôt que préventive. »

Par exemple, les gouvernements provinciaux ont tenté de réduire la propagation du virus en se basant sur des hypothèses erronées sur ses modes de transmission, au lieu d'appliquer des mesures de santé publique qui tenaient compte des risques possibles. Le défaut d'adopter des mesures de précaution raisonnables et d'appliquer des mesures de santé publique de manière cohérente, dans tous



les milieux de travail, a conduit des milliers de travailleuses et travailleurs à être inutilement exposés à la COVID-19.

« Il n'y avait pas d'orientation ou d'application claires de la part du gouvernement », affirme Raj Uppal, présidente du SCFP 41 et membre du Comité national de santé et de sécurité du SCFP. « Il est beaucoup plus facile de mettre en place cette protection avec des mesures obligatoires et appliquées rigoureusement. »

En outre, les gouvernements avaient précédemment procédé à des coupes budgétaires qui ont minimisé le suivi des épidémies et l'approvisionnement adéquat en équipement de protection individuelle en cas de pandémie. Ainsi, ils ont menacé davantage la santé et la sécurité du personnel.

« Nous nous étions débarrassés de notre système international d'alerte rapide et nous n'étions pas préparés aux problèmes de la chaîne d'approvisionnement », explique Jordan Bray-Stone. « Il faut que le personnel de première ligne le comprenne et s'en souvienne au moment de voter pour un gouvernement. Les compressions des années précédentes nous ont conduits à ce manque de soutien. Si une autre pandémie survient après qu'on ait éviscéré notre système de santé publique à des niveaux sans précédent, et qu'il faut le rebâtir pendant la crise, cela va revenir hanter la main-d'œuvre. »

Maladie au travail

La pandémie a également mis en évidence l'importance des congés de maladie pour la main-d'œuvre. Malgré cela, de nombreux lieux de travail représentés par le SCFP continuent d'utiliser un système de gestion des présences qui punit injustement les individus qui prennent des congés de maladie, même lorsque ces congés sont prévus dans la convention collective.

« Les programmes de gestion des présences servent à effrayer les gens, à se débarrasser des gens », soutient Raj Uppal. « Pourtant, les congés de maladie sont très importants, parce qu'on a besoin de temps pour se remettre complètement sur pied. Il faut être en bonne santé pour fournir des services à autrui. »

Les lieux de travail qui ont imposé un moratoire sur la gestion des présences pendant la pandémie ont constaté des bienfaits, notamment une diminution du taux de transmission et une amélioration du moral des travailleuses et travailleurs.

À PROPOS DE JORDAN BRAY- STONE

Jordan Bray-Stone est un militant dévoué de la SST dans le secteur du transport aérien du SCFP depuis 2008. Il a défendu la santé et la sécurité de la main-d'œuvre dans plusieurs contextes, notamment devant le Parlement.

Basé à Montréal, il est président du comité de SST de son lieu de travail et président du Comité de santé et sécurité au travail de la Division du transport aérien du SCFP.



« Beaucoup de membres craignaient de dire qu'ils étaient malades à cause des programmes de gestion des présences », explique Jordan Bray-Stone. « Ces personnes ont été très soulagées d'apprendre que le programme était suspendu pour l'instant. L'objectif est d'éloigner les personnes malades du lieu de travail. »

Les militant(e)s de la SST affirment que l'accessibilité des congés de maladie et la restriction des programmes de gestion des présences devraient être des enjeux clés aux prochaines élections.

« C'est un aspect sur lequel les membres devraient vraiment se concentrer quand ils votent, que ce soit dans le cadre d'une élection, un sondage prénégociation ou une convention collective », dit Jordan Bray-Stone.

Santé mentale

Enfin, la pandémie a braqué les projecteurs sur la santé mentale. L'isolement et la solitude affectent à la fois les personnes qui travaillent à domicile et celles qui sont physiquement au travail, mais dont les interactions sociales sont limitées en raison des restrictions sanitaires.

Les membres sont également confrontés à un stress mental supplémentaire en raison du risque d'exposition à la COVID-19 au travail et des tensions sociales découlant de la pandémie.

Les militant(e)s de la SST au SCFP soutiennent que la santé et la sécurité psychologiques devraient être aussi importantes que la santé et la sécurité physiques : un problème que les gouvernements devraient régler par voie législative.

Pendant la pandémie, Jordan Bray-Stone a remarqué que les membres « avaient besoin de soutien de spécialistes en santé mentale. Ce sont des choses que nous devons exiger de nos gouvernements sous une forme ou une autre. »

« La santé mentale n'est pas différente de la santé physique », insiste Raj Uppal présidente du SCFP 41.
« Il faut considérablement améliorer l'indemnisation des travailleuses et travailleurs en matière de santé mentale. Il faut resserrer la législation partout au pays. »



La suite des choses

Les élections ont des conséquences. Par exemple, le Parti conservateur uni de l'Alberta a considérablement réduit les dispositions de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, affaiblissant le rôle des comités de SST et rendant plus difficile le refus d'un travail dangereux.

Les travailleuses et travailleurs doivent exiger que nos élu(e)s comblent les lacunes législatives en matière de SST et fassent respecter les normes de SST par le biais d'inspections, de mesures d'application et de sanctions lorsqu'un employeur enfreint la loi.

« Avoir une loi, c'est bien, mais ça ne change rien si elle n'est pas assortie de conséquences », souligne Raj Uppal.
« On aurait pu prévenir une grande partie de la propagation du virus si les responsables de SST étaient plus visibles, si les contrôles étaient plus fréquents, si on faisait plus d'inspections sur les lieux de travail. Il faut que nos gouvernements améliorent tout ça. »

À PROPOS DE RAJ UPPAL

Raj Uppal est présidente du SCFP 41, qui représente 1 400 travailleuses et travailleurs de l'hôpital communautaire Grey Nuns et du Edmonton General Continuing Care Centre à Edmonton, en Alberta.

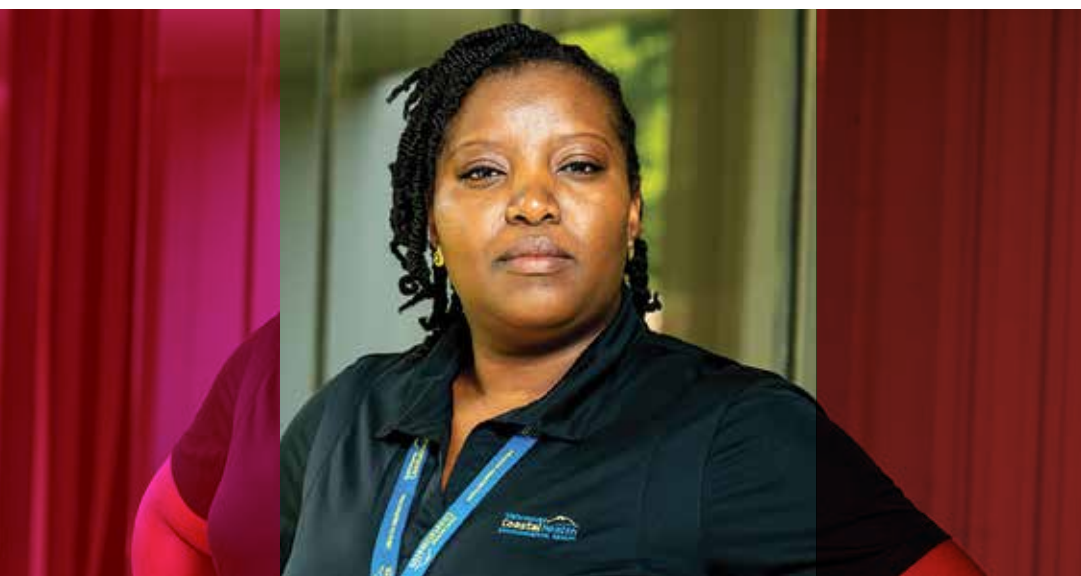
Militante syndicale de longue date, elle est actuellement vice-présidente à la diversité du SCFP-Alberta. Elle est présidente du comité du personnel de la santé du SCFP-Alberta et coprésidente du comité mixte de SST de son lieu de travail. Elle est aussi membre du Comité national de santé et de sécurité du SCFP.



COURAGE. COMPASSION. CONTRIBUTION. SCFP.



scfp.ca



Les 700 000 membres
du SCFP sont en
première ligne
pour garder votre
communauté forte.

